

Ainsi que l'indique le tableau, on s'attend que les décaissements non budgétaires s'élèvent à 627.3 millions en 1952-1953 et les recettes non budgétaires à 449.1 millions, amenant un déficit non budgétaire de 178.2 millions à comparer à un excédent de 5.1 millions en 1951-1952. Si l'on soustrait de cette somme l'excédent budgétaire de 47.8 millions de dollars, il reste à financer, au moyen d'autres emprunts publics, un déficit net en espèces de 130.4 millions. En 1951-1952, un excédent en espèces de 253.1 de dollars a pu servir au remboursement de la dette.

Les décaissements non budgétaires qu'on estime à 627.3 millions de dollars comprennent un montant de 124.8 millions accordés aux chemins de fer Nationaux du Canada, de 75.8 millions à la Société centrale d'hypothèques et de logement en vue de la construction de maisons et de prêts au logement, de 100 millions en prêts provisoires à la caisse de sécurité du vieil âge en vue d'équilibrer l'excédent des versements de pension sur les recettes en impôts, de 66.7 millions en avances au compte du soutien des prix agricoles, de 50 millions en avances à la caisse du change, de 34.4 millions en avances à la caisse du fonds de roulement de la Production de défense en vue de l'achat et de l'approvisionnement de matériel de défense, de 15.1 millions destinés à des prêts divers, des placements et des avances de fonds de roulement (y compris 7.1 millions destinés à des prêts aux anciens combattants), de 8.7 millions destinés à des escomptes et à des commissions en vue de l'émission d'emprunts, de 30.7 millions en vue de réduire le solde du compte d'ordre relatif à la taxe provinciale de 5 p. 100 sur le revenu des sociétés commerciales, de 108.6 millions dans le cas des chèques non encaissés, de l'intérêt dû et des comptes à payer, de 4.7 millions représentant la diminution des soldes en espèces de la caisse d'assurance-chômage et de 7.8 millions de décaissements imputables sur divers comptes.

Les recettes non budgétaires, atteignant un total estimatif de 449.1 millions, comprennent 62.1 millions de recettes nettes au compte des rentes sur l'État, 109.2 millions de recettes nettes au compte de l'assurance, des pensions et des engagements, 64.3 millions de remboursements de prêts et placements divers (dont 58 millions et demi versés par le Royaume-Uni et d'autres gouvernements étrangers), 75 millions représentant l'augmentation de la réserve générale en cas d'une réalisation éventuelle à perte d'actifs productifs, 66.1 millions constituant l'augmentation de la caisse de remplacement du matériel de défense et 72.4 millions de recettes provenant de comptes divers.

Afin de financer le déficit général en espèces de 130.4 millions, qu'accuse le compte budgétaire et non budgétaire, la dette fondée non échue détenue par le public augmentera de 141.7 millions en 1952-1953 et, en conséquence, les soldes en espèces de l'État s'accroîtront de 11.3 millions.